



Pièces jointes au dossier de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement

PIECE JOINTE N° 12

Plan, Schéma ou programme

Rubrique 2710-2



Demandeur :
SIAVED
5 Route de Lourches
59282 DOUCHY LES MINES



Etablissement faisant l'objet de la demande :
DECHETERIE de DENAIN
Route d'Haveluy
59220 DENAIN

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| 1. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE (SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX) | 3 |
| 2. COMPATIBILITE AVEC LE SAGE (SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX) | 11 |
| 3. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES | 17 |
| 4. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS | 18 |
| 5. COMPATIBILITE AVEC LES PROGRAMMES D' ACTIONS NATIONAUX POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE | 27 |
| 6. LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE PREVU A L'ARTICLE L. 222-4 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT | 28 |

1. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE (SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (**SDAGE**) du bassin **Artois-Picardie**, institué par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, a été approuvé, dans sa dernière version, par arrêté ministériel du 23 novembre 2015. Il couvre la période 2016 à 2021.

Le SDAGE fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et des objectifs de qualité et de quantité des eaux (article L212-1 du code de l'environnement).

Il décrit l'état des lieux du bassin, et fixe en conséquence des objectifs, des orientations et un programme de mesures à entreprendre.

Les orientations fondamentales, ou enjeux, du SDAGE du bassin Artois-Picardie sont :

- Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques
- Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisantes,
- S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Protéger le milieu marin,
- Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Pour chacune des orientations, le SDAGE précise des dispositions à mettre en œuvre.

Le détail des orientations et des dispositions du SDAGE est présenté en annexe 1.

Les orientations du SDAGE concernant le projet sont présentées ci-après, avec les mesures prises dans le projet conformément à ces orientations :

| Enjeu / Orientation du SDAGE du bassin Artois- Picardie | Disposition | Mesures déchèterie |
|--|---|--|
| Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques | | |
| Orientation A-1 Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux | Disposition A-1.1 Adapter les rejets à l'objectif de bon état Disposition A-1.2 Améliorer l'assainissement non collectif Disposition A-1.3 Améliorer les réseaux de collecte | Pas de rejet industriel Réseau d'assainissement séparatif. Les eaux pluviales sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis sont dirigées vers un bassin d'infiltration existant. Les eaux vannes (local gardien) sont acheminées vers une fosse septique avec épandage sur site. Réseau d'eaux pluviales doté d'un séparateur à hydrocarbures. Le sol imperméabilisé sur la déchèterie permet la récupération d'éventuels produits liquides (déchets d'apports) renversés au sol. Il est prévu le nettoyage du séparateur à hydrocarbures au moins une fois par an. Il est prévu une analyse d'eau en sortie de séparateur une fois par an. Réseau eaux pluviales doté d'une vanne de barrage avec possibilité d'envoyer les eaux souillées / incendie vers une cuve enterrée de 160m ³ de récupération des eaux d'extinction du site. |
| Orientation A-2 Maitriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives (maitrise de la collecte et des rejets) et préventives | Disposition A-2.1 Gérer les eaux pluviales Disposition A-2.2 Réaliser les zonages pluviaux | Les eaux pluviales sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis sont dirigées vers un bassin |

| Enjeu / Orientation du SDAGE du bassin Artois- Picardie | Disposition | Mesures déchèterie |
|---|--|-----------------------------|
| (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles) | | de d'infiltration existant. |
| Orientation A-3 Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire | Disposition A-3.1 Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates Disposition A-3.2 Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs du SDAGE Disposition A-3.3 Mettre en œuvre les Plans d'Action Régionaux (PAR) en application de la directive nitrates | Non concerné |
| Orientation A-4 Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer | Disposition A-4.1 Limiter l'impact des réseaux de drainage Disposition A-4.2 Gérer les fosses Disposition A-4.3 Limiter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage | Non concerné |
| Orientation A-5 Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée | Disposition A-5.1 Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques Disposition A-5.2 Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif Disposition A-5.3 Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques Disposition A-5.4 Mettre en œuvre des plans pluriannuels de gestion et d'entretien des cours d'eau Disposition A-5.5 Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux Disposition A-5.6 Définir les caractéristiques des cours d'eau Disposition A-5.7 Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau | Non concerné |
| Orientation A-6 Assurer la continuité écologique et sédimentaire | Disposition A-6.1 Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale Disposition A-6.2 Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau Disposition A-6.3 Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs Disposition A-6.4 Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles | Non concerné |

| Enjeu / Orientation du SDAGE du bassin Artois- Picardie | Disposition | Mesures déchèterie |
|--|--|--|
| Orientation A-7 Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité | Disposition A-7.1 Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques Disposition A-7.2 Limiter la prolifération d'espèces invasives Disposition A-7.3 Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau | Non concerné |
| Orientation A-8 Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière | Disposition A-8.1 Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières Disposition A-8.2 Remettre les carrières en état après exploitation Disposition A-8.3 Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance | Non concerné |
| Orientation A-9 Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité | Disposition A-9.1 Eviter l'implantation d'habitations légères de loisirs dans le lit majeur des cours d'eau Disposition A-9.2 Prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme Disposition A-9.3 Préciser la consigne « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau Disposition A-9.4 Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE Disposition A-9.5 Gérer les zones humides | Le site existant n'est pas implanté en zone humide. |
| Orientation A-10 Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles | Disposition A-10.1 Améliorer la connaissance des micropolluants | Non concerné |
| Orientation A-11 Promouvoir les actions à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants | Disposition A-11.1 Adapter les rejets de polluants aux objectifs de qualité du milieu naturel Disposition A-11.2 Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations Disposition A-11.3 Eviter d'utiliser des produits toxiques Disposition A-11.4 Réduire à la source les rejets de substances dangereuses Disposition A-11.5 Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre du plan ECOPHYTO Disposition A-11.6 Se prémunir contre les pollutions accidentelles Disposition A-11.7 Caractériser les | Pas de process industriel sur la déchèterie, pas d'utilisation par les employés de produits substances dangereuses. EP traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet Tous les stockages de déchets liquides / pâteux sont sur rétention. Sol du local déchets dangereux étanche et permettant la collecte des écoulements |

| Enjeu / Orientation du SDAGE du bassin Artois- Picardie | Disposition | Mesures déchèterie |
|---|---|---|
| | <p>sédiments avant tout curage</p> <p>Disposition A-11.8 Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides dans le cadre de la concertation avec les SAGE</p> | <p>accidentels.</p> <p>Procédures pour la récupération des écoulements accidentels pour les zones extérieures avec possibilité de confinement des eaux dans la cuve enterrée de collecte des eaux incendie.</p> <p>Cuve aérienne de collecte des huiles usagées de type double paroi.</p> <p>Programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales via la réalisation de mesures annuelles.</p> <p>Désherbage sans utilisation de produit phytosanitaire.</p> |
| <p>Orientation A-12</p> <p>Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués</p> | | <p>L'activité déchèterie n'est pas réputée être source de pollution des sols.</p> |
| <p>Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante</p> | | |
| <p>Orientation B-1</p> <p>Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE</p> | <p>Disposition B-1.1 Préserver les aires d'alimentation des captages</p> <p>Disposition B-1.2 Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires</p> <p>Disposition B-1.3 Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir</p> <p>Disposition B-1.4 Etablir des contrats de ressources</p> <p>Disposition B-1.5 Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentations de captages</p> <p>Disposition B-1.6 En cas de traitement de potabilisation, reconquérir par ailleurs la qualité de l'eau potable polluée</p> <p>Disposition B-1.7 Maîtriser l'exploitation du gaz de couche</p> | <p>Le site n'est pas localisé dans un périmètre de protection de captage pour l'alimentation en eau potable.</p> <p>Toutefois les dispositions constructives tendent à préserver la nappe d'une éventuelle pollution de surface. (cf Orientation A-11)</p> |
| <p>Orientation B-2</p> | <p>Disposition B-2.1 Améliorer la connaissance et la gestion de certains aquifères</p> | <p>Non concerné</p> |

| Enjeu / Orientation du SDAGE du bassin Artois- Picardie | Disposition | Mesures déchèterie |
|--|---|--|
| Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau | Disposition B-2.2 Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place | Pas de process nécessitant l'utilisation d'eau sur le site. |
| Orientation B-3 Inciter aux économies d'eau | Disposition B-3.1 Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible | Présence d'une cuve de récupération des eaux pluviales de toiture pour le local déchets dangereux. Ces eaux serviront uniquement pour le nettoyage de la déchèterie. |
| Orientation B-4 Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères | Disposition B-4.1 Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse | Non concerné |
| Orientation B-5 Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable | Disposition B-5.1 Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution | Non concerné |
| Orientation B-6 Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères | Disposition B-6.1 Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers Disposition B-6.2 Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse | Non concerné |
| Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations | | |
| Orientation C-1 Limiter les dommages liés aux inondations | Disposition C-1.1 Préserver le caractère inondable de zones prédéfinies Disposition C-1.2 Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues | Non concerné (le site n'est pas localisé dans une zone inondable selon ATLAS zones inondables NPDC / cf annexe 1) |
| Orientation C-2 Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues | Disposition C-2.1 Ne pas aggraver les risques d'inondations | Non concerné (le site n'est pas localisé dans une zone inondable selon ATLAS zones inondables NPDC / cf annexe 1) Rejet EP vers un bassin d'infiltration. |
| Orientation C-3 Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants | Disposition C-3.1 Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versant | Non concerné |
| Orientation C-4 Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours | Disposition C-4.1 Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme | Non concerné |

| Enjeu / Orientation du SDAGE du bassin Artois- Picardie | Disposition | Mesures déchèterie |
|--|---|--------------------|
| d'eau | | |
| Enjeu D : Protéger le milieu marin | | |
| Orientation D-1 Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées (document d'accompagnement numéro 1) | Disposition D-1.1 Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des eaux de baignades et conchylicoles Disposition D-1.2 Réaliser les actions figurant dans les profils de baignades et conchylicoles | Non concerné |
| Orientation D-2 Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture | | Non concerné |
| Orientation D-3 Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte | Disposition D-3.1 Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement | Non concerné |
| Orientation D-4 Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des bateaux | Disposition D-4.1 Réduire les pollutions issues des installations portuaires | Non concerné |
| Orientation D-5 Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation en milieu marin | Disposition D-5.1 Mesurer les flux de nutriments à la mer | Non concerné |
| Orientation D-6 Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement | Disposition D-6.1 Préserver les milieux riches et diversifiés ayant un impact sur le littoral Disposition D-6.2 Rendre compatible l'extraction de granulats avec la diversité des habitats marins Disposition D-6.3 Réduire les quantités de macro-déchets en mer et sur le littoral | Non concerné |
| Orientation D-7 Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de curage ou de dragage | Disposition D-7.1 Réaliser des études d'impact lors des dragages-immersion des sédiments portuaires Disposition D-7.2 S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu | Non concerné |
| Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau | | |
| Orientation E-1 Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE | Disposition E-1.1 Faire un rapport annuel des actions des SAGE Disposition E-1.2 Développer les approches inter SAGE | Non concerné |

| Enjeu / Orientation du SDAGE du bassin Artois- Picardie | Disposition | Mesures déchèterie |
|--|---|--------------------|
| | Disposition E-1.3 Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE | |
| Orientation E-2 Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs du SDAGE. L'autorité administrative favorise l'émergence de maîtres d'ouvrages pour les opérations les plus souvent « orphelines » | Disposition E-2.1 Mettre en place la compétence GEMAPI Disposition E-2.2 Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs du SDAGE, du PAMM et du PGRI | Non concerné |
| Orientation E-3 Former, informer et sensibiliser | Disposition E-3.1 Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau | Non concerné |
| Orientation E-4 Adapter, développer et rationaliser la connaissance | Disposition E-4.1 Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau | Non concerné |
| Orientation E-5 Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs | Disposition E-5.1 Développer les outils économiques d'aide à la décision | Non concerné |

On constate la compatibilité du projet avec les prescriptions du SDAGE du bassin Artois-Picardie.

2. COMPATIBILITE AVEC LE SAGE (SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX)

Le projet se situe sur le territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'ESCAUT qui a été approuvé par la Commission Locale de l'Eau le 9 mars 2021. Le projet a été adopté par délibération au quorum des deux tiers.

Le territoire SAGE ESCAUT a une surface de 2000 km² et recoupe 248 communes réparties sur 11 intercommunalités. Environ 505 000 habitants (341 hab/km) sont présents sur le territoire du SAGE dont 25% correspondent aux populations des communes de Valenciennes, Cambrai et Denain

Le SAGE a pour but de fixer les orientations et les actions permettant d'atteindre les objectifs de gestion équilibrée, tels que définis à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement.

Ce document peut être révisé en fonction de l'évolution des connaissances techniques, des mutations économiques et sociales, des dynamiques écologiques, etc.

Le SAGE s'appuie sur deux grands principes

- Passer de la gestion de l'eau à la gestion du milieu
- Privilégier l'intérêt collectif

A ce jour le SAGE ESCAUT n'a pas encore été publié, toutefois les enjeux sont connus :

- Enjeux 1 : Reconquérir les milieux aquatiques et humides comportant 3 objectifs.
- Enjeux 2 : Maîtriser les ruissellements et lutter contre les inondations comportant 3 objectifs.
- Enjeux 3 : Améliorer la qualité des eaux comportant 4 objectifs.
- Enjeux 4 : Gérer la ressource en eaux souterraines comportant 3 objectifs.
- Enjeux 5 : Assurer la mise en place d'une gouvernance et une communication efficaces pour la mise en œuvre du SAGE comportant 2 objectifs.

Ces enjeux sont donc décliner en objectifs puis en dispositions. L'ensemble est repris ci-après.

| Enjeux du SAGE | Mesures déchèterie |
|---|--|
| <p><u>Enjeux 1 : Reconquérir les milieux aquatiques et humides</u></p> <p>Objectif 1: Préserver, restaurer les zones humides</p> <p>Disposition 1: améliorer les connaissances sur la localisation des zones humides</p> <p>Disposition 2: protéger les zones humides à travers les documents d'urbanisme</p> <p>Disposition 3: accompagner les pétitionnaires dans la doctrine "éviter, réduire et compenser" (ERC)</p> <p>Disposition 4: assurer une gestion adaptée des zones humides et restaurer les zones</p> | <p>Site existant non localisé en zone humide.</p> <p>La déchèterie sera entretenue et ainsi ne sera pas un terrain de développement d'espèces invasives.</p> |

| Enjeux du SAGE | Mesures déchèterie |
|---|--------------------|
| <p>humides à enjeu</p> <p>Objectif 2: Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques</p> <p>Disposition 5 : identifier les réseaux de fossés stratégiques et sensibiliser à leur bon entretien Disposition 6 : réaliser et mettre en place les plans de gestion des cours d'eau et d'entretien des fossés Disposition 7 : préserver la ripisylve dans les documents d'urbanisme Disposition 8 : améliorer la connaissance sur les foyers d'Espèces Exotiques Envahissantes Disposition 9 : sensibiliser pour éviter la propagation d'Espèces Exotiques Envahissantes</p> <p>Objectif 3: Rétablir la continuité écologique des cours d'eau et des canaux ainsi que la continuité latérale (connexion avec les annexes hydrauliques)</p> <p>Disposition 10 : améliorer et diffuser la connaissance des peuplements piscicoles, notamment des migrateurs, des cours d'eau du SAGE Disposition 11 : établir un inventaire / diagnostic des ouvrages et formaliser une stratégie de restauration de la continuité écologique Disposition 12 : établir une stratégie visant la restauration de la continuité latérale Disposition 13 : définir une marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau</p> | |

| Enjeux du SAGE | Mesures déchèterie |
|--|--|
| <p><u>Enjeux 2 : Maîtriser les ruissellements et lutter contre les inondations</u></p> <p>Objectif 4 : Mettre en place une gestion intégrée des eaux pluviales</p> <p>Disposition 14 : mettre en place des schémas directeurs de gestion des eaux pluviales permettant une gestion intégrée des eaux pluviales en milieu rural et zone urbanisée Disposition 15 : développer les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales</p> <p>Objectif 5 : Limiter le ruissellement et l'érosion des sols hors zones urbaines</p> <p>Disposition 16 : réaliser un bilan de la connaissance sur les aléas « érosion » Disposition 17 : réaliser des études et mettre en place des aménagements Disposition 18 : intégrer l'objectif de réduction du risque ruissellement dans les documents d'urbanisme Disposition 19 : sensibiliser les agriculteurs</p> <p>Objectif 6 : Caractériser l'aléa et réduire la vulnérabilité des biens et des personnes face au risque d'inondations</p> <p>Disposition 20 : identifier et caractériser les zones inondables et parmi elles les zones naturelles d'expansion de crues sur les territoires non couverts par des PPRi Disposition 21 : prendre en compte le risque d'inondation et préserver les zones naturelles d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme Disposition 22 : développer la culture du risque</p> | <p>Réalisation d'un réseau d'assainissement séparatif.</p> <p>EU du local gardien acheminées vers une fosse septique avec épandage sur site</p> <p>EP traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans un bassin de d'infiltration existant.</p> <p>La déchèterie n'est pas localisée en zone inondable.</p> |
| <p><u>Enjeux 3 : Améliorer la qualité des eaux</u></p> <p>Objectif 7 : Limiter l'impact de l'assainissement collectif</p> <p>Disposition 23 : définir des zones prioritaires pour le contrôle et la mise en conformité des rejets d'eaux usées domestiques Disposition 24 : procéder au diagnostic des systèmes d'assainissement Disposition 25 : améliorer les performances des systèmes d'assainissement les plus impactant</p> | <p>Réalisation d'un réseau d'assainissement séparatif.</p> <p>EU du local gardien acheminées vers une fosse septique avec épandage sur site</p> <p>EP traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans un bassin de d'infiltration existant.</p> <p>Tous les stockages de déchets liquides / pâteux seront sur rétention.</p> |

| Enjeux du SAGE | Mesures déchèterie |
|--|--|
| <p>Disposition 26 : réaliser des contrôles de branchements et suivre</p> <p>Disposition 27 : veiller à la mise en conformité des branchements lors des transactions immobilières</p> <p>Disposition 28 : améliorer la gestion du temps de pluie pour les systèmes de collecte en tout ou partie unitaires</p> <p>Disposition 29 : connaître et maîtriser les rejets d'eaux non domestiques au système d'assainissement collectif</p> <p>Objectif 8 : Améliorer l'assainissement non collectif</p> <p>Disposition 30 : améliorer la connaissance sur l'impact de l'assainissement non collectif sur la qualité des eaux en vue de délimiter d'éventuelles zones à enjeu environnemental</p> <p>Disposition 31 : contrôler et suivre les réhabilitations des assainissements non collectifs polluants</p> <p>Objectif 9 : réduire la pression des autres usages</p> <p>Disposition 32 : sensibiliser pour réduire l'impact des usages sur la qualité de l'eau</p> <p>Disposition 33 : gérer le risque de pollutions accidentelles</p> <p>Disposition 34 : informer la CLE des suivis qualité des sites de gestion de sédiments pollués</p> <p>Objectif 10 : limiter l'utilisation des produits phytosanitaires et le risque de transfert au milieu</p> <p>Disposition 35 : sensibiliser l'industrie agroalimentaire sur les conséquences des contrats agricoles</p> <p>Disposition 36 : poursuivre la sensibilisation des collectivités pour parvenir à l'objectif « zéro phyto »</p> <p>Disposition 37 : sensibiliser les particuliers et entreprises privées aux risques des produits phytosanitaires</p> | <p>Sol du local déchets dangereux étanche et permettant la collecte des écoulements accidentels.</p> <p>Procédures pour la récupération des écoulements accidentels pour les zones extérieures avec possibilité de confinement des eaux dans le bassin de rétention.</p> <p>Cuve aérienne de collecte des huiles usagées de type double paroi.</p> <p>Programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales via la réalisation de mesures annuelles.</p> <p>La déchèterie est une installation qui permet de résorber les dépôts sauvages domestiques</p> <p>Désherbage sans utilisation de produit phytosanitaire</p> |
| <p><u>Enjeux 4 : Gérer la ressource en eaux souterraines</u></p> <p>Objectif 11 : Améliorer la connaissance</p> | <p>Pas de process utilisant de l'eau.</p> <p>Eaux uniquement utilisées pour les besoins sanitaires et domestiques des gardiens</p> |

| Enjeux du SAGE | Mesures déchèterie |
|---|---|
| <p>Disposition 38 : améliorer la connaissance relative au fonctionnement hydrodynamique des nappes et à l'interaction nappe-rivière</p> <p>Disposition 39 : mettre en place une réflexion sur le bilan besoins / ressource</p> <p>Objectif 12 : Garantir une eau potable de qualité pour tous</p> <p>Disposition 40 : assurer la protection des captages prioritaires et mettre en place des « Opérations de Reconquête de la Qualité de l'Eau » sur le territoire du SAGE de l'Escaut</p> <p>Disposition 41 : encourager les pratiques agricoles compatibles avec la préservation de la ressource en eau</p> <p>Disposition 42 : suivre les mesures compensatoires et d'accompagnement des aménagements du canal Seine Nord</p> <p>Disposition 43 : suivi des sites et sols pollués et réduction de leur impact</p> <p>Objectif 13 : Réduire les pressions quantitatives sur la ressource</p> <p>Disposition 44 : optimiser le fonctionnement des réseaux d'eau potable</p> <p>Disposition 45 : sensibiliser les industriels, agriculteurs et particuliers sur les politiques d'économie d'eau</p> | <p>Mise en place d'une citerne de récupération des eaux pluviales pour le local déchets dangereux. Ces eaux servent au nettoyage de la déchetterie.</p> <p>Réalisation d'un réseau d'assainissement séparatif.</p> <p>EU du local gardien acheminées vers une fosse septique avec épandage sur site</p> <p>EP traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans un bassin de d'infiltration existant.</p> <p>Tous les stockages de déchets liquides / pâteux seront sur rétention.</p> <p>Sol du local déchets dangereux étanche et permettant la collecte des écoulements accidentels.</p> <p>Procédures pour la récupération des écoulements accidentels pour les zones extérieures avec possibilité de confinement des eaux dans le bassin de rétention.</p> <p>Cuve aérienne de collecte des huiles usagées de type double paroi.</p> <p>Programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales via la réalisation de mesures annuelles.</p> <p>La déchèterie est une installation qui permet de résorber les dépôts sauvages domestiques</p> <p>Désherbage sans utilisation de produit phytosanitaire</p> |
| <p><u>Enjeux 5 : Assurer la mise en place d'une gouvernance et une communication efficaces pour la mise en œuvre du SAGE</u></p> <p>Objectif 14 : améliorer, centraliser et partager les connaissances</p> <p>Disposition 46 : améliorer, centraliser et partager les données</p> <p>Disposition 47 : communiquer sur les enjeux du territoire du SAGE et promouvoir les bonnes pratiques</p> <p>Disposition 48 : accompagner les élus dans</p> | <p>Politique globale du SIAVED en respect avec le SAGE.</p> <p>Politique de Connaissances, sensibilisation et communication du SIAVED sur les déchets aux administrés afin de favoriser les bonnes pratiques environnementales ce qui est complémentaire à certains thèmes du SAGE</p> |

| Enjeux du SAGE | Mesures déchèterie |
|--------------------------|--------------------|
| la mise en œuvre du SAGE | |

Enjeux du SAGE ESCAUT

On constate la compatibilité de la déchèterie avec les prescriptions du SAGE ESCAUT.

3. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES

Selon l'article L515-3 du code de l'environnement :

« Le schéma régional des carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il prend en compte l'intérêt économique national et régional, les ressources, y compris marines et issues du recyclage, ainsi que les besoins en matériaux dans et hors de la région, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace, l'existence de modes de transport écologiques, tout en favorisant les approvisionnements de proximité, une utilisation rationnelle et économe des ressources et le recyclage. Il identifie les gisements potentiellement exploitables d'intérêt national ou régional et recense les carrières existantes. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de limitation et de suivi des impacts et les orientations de remise en état et de réaménagement des sites. »

Sans objet pour la déchèterie du SIAVED

4. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

Programme national de prévention des déchets 2014-2020

La «prévention des déchets» consiste à réduire la quantité ou la nocivité des déchets produits, en intervenant à la fois sur leur mode de production et de consommation. Elle présente un fort enjeu en permettant de réduire les impacts environnementaux et les coûts associés à la gestion des déchets, mais également les impacts environnementaux dus à l'extraction des ressources naturelles, à la production des biens et services, à leur distribution et à leur utilisation.

Ce programme fixe des objectifs quantifiés, visant à découpler la production de déchets de la croissance économique. Le programme prévoit ainsi une nouvelle diminution de 7 % de la production de déchets ménagers et assimilés (DMA, c'est-à-dire l'ensemble des déchets collectés par les collectivités territoriales) par habitant en 2020 par rapport au niveau de 2010, et au minimum une stabilisation de la production de déchets issus des activités économiques (DAE) et du BTP d'ici à 2020.

Le programme, prévu pour être appliqué sur la période 2014-2020, aborde l'ensemble des leviers d'action associés à la prévention : il prévoit ainsi la mise en place progressive de 54 actions concrètes, réparties en 13 axes stratégiques, qui permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs. Les instruments retenus sont divers et équilibrés, dans l'objectif de garantir une efficacité maximale : outils réglementaires, démarches volontaires, partage de l'information, aides et incitations. Le programme sera aussi opposable aux décisions administratives prises dans le domaine des déchets : il guidera ainsi, notamment, les exercices de planification locale.

Les 13 axes stratégiques sont les suivants :

| Axe stratégique du programme national de prévention des déchets 2014-2020 | Mesures déchèterie / SIAVED |
|---|--|
| Mobiliser les filières REP au service de la prévention des déchets | De par sa vocation, la déchèterie constitue un maillon essentiel dans la notion de « responsabilité élargie du producteur » (REP) puisque la déchèterie permet la collecte auprès des particuliers des déchets dans les conditions fixées par la réglementation |
| Augmenter la durée de vie des produits et lutter contre l'obsolescence | Sans objet pour la déchèterie |
| Prévenir les déchets des entreprises | Sans objet pour la déchèterie |
| Prévenir les déchets du BTP (construction neuves ou rénovations) | Sans objet pour la déchèterie |
| Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation | <p>La déchetterie est dotée d'une zone réemploi</p> <p>Actions engagées par le SIAVED :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser des ateliers pour permettre aux habitants de donner une seconde vie à leurs déchets (Repair Café, ateliers de fabrication de produits d'entretien naturels) |

| Axe stratégique du programme national de prévention des déchets 2014-2020 | Mesures déchèterie / SIAVED |
|---|--|
| Poursuivre et renforcer la prévention des déchets verts et la gestion de proximité des biodéchets | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> <p>Actions engagées par le SIAVED :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Animer des stands d'information, organiser des ventes de composteurs ou encore mettre en place des sites de compostage autonomes et collectifs. |
| lutter contre le gaspillage alimentaire | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> <p>Actions engagées par le SIAVED :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Accompagner des écoles pour réduire d'au moins 30% le gaspillage alimentaire ➤ Accompagner des établissements tels que les EHPAD, les ESAT, ... dans la réduction du gaspillage alimentaire. |
| Poursuivre et renforcer des actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> <p>Actions engagées par le SIAVED :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Accompagner des classes de CM1 et CM2 sur : Le compostage, Le gaspillage alimentaire, L'éco-consommation. |
| Mobiliser des outils économiques incitatifs | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> |
| Sensibiliser les acteurs et favoriser la Visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> <p>Actions engagées par le SIAVED :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Animer des stands d'information, organiser des ventes de composteurs ou encore mettre en place des sites de compostage autonomes et collectifs. ➤ Informer sur les relations entre environnement et santé et sensibiliser sur les toxiques du quotidien. |
| Déployer la prévention dans les territoires par la planification et l'action locales | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> |
| Promouvoir des administrations publiques exemplaires en matière de prévention des déchets | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> <p>Labellisé « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » en 2016, suite à l'appel à projets lancé par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie et porté par l'ADEME, le SIAVED est engagé dans une démarche ambitieuse de prévention, de réduction, de réutilisation et de recyclage des déchets.</p> |
| Contribuer à la démarche de réduction des déchets marins | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> |

On constate que la déchèterie du SIAVED constitue un maillon indispensable dans la gestion des déchets selon les conditions fixées par la réglementation.

Le SIAVED est quant à lui engagé dans une démarche ambitieuse de prévention, de réduction, de réutilisation et de recyclage des déchets, labellisé « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage »



Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD du 12 décembre 2019 / région Hauts-De-France)

La loi NOTRe a confié de nouvelles compétences aux Régions parmi lesquelles, la réalisation d'un plan de prévention et de gestion des déchets unique à l'échelle régionale. Ce plan se substitue aux trois types de plans préexistants : le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux, le plan départemental ou interdépartemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics et le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux. Le décret PRPGD a précisé les modalités d'élaboration et le contenu de ce nouveau plan, qui sont désormais décrits dans la sous-section 1 de la section 2 du chapitre 1er du titre IV du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, articles R. 541-13 et suivants.

Le PRPGD comprend ainsi :

- **Un état des lieux de la prévention** et de la gestion des déchets, dont le contenu est également règlementé,
- **Une prospective à terme de six ans et de douze ans** de l'évolution tendancielle des quantités de déchets produits sur le territoire,
- **Des objectifs** en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités régionales et des indicateurs qui pourront en rendre compte lors du suivi du plan,
- **Une planification** de la prévention et de la gestion des déchets à terme de six ans et de douze ans, qui recense les actions prévues et identifie les actions à prévoir par les différents acteurs concernés pour atteindre les objectifs de prévention et de gestion des déchets. Plusieurs flux de déchets font l'objet d'une planification spécifique de leur prévention et de leur gestion : biodéchets, déchets du BTP, déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques, véhicules hors d'usage, déchets de textile linge de maison et chaussures
- **Un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire.**

Les orientations régionales s'articulent autour de 21 orientations et un plan en faveur de l'économie circulaire

L'axe stratégique n°1 « réduire nos déchets à la source, transformer nos modes de consommation, inciter au tri et au recyclage » reprend notamment les objectifs et la planification en matière de prévention des déchets. Il se compose de 5 orientations.

L'axe stratégique n°2 « Collecter, valoriser, éliminer » décline les objectifs et la planification en termes de gestion des déchets. Il se compose de 10 orientations.

L'axe stratégique n°3 correspond au « Plan d'actions en faveur de l'économie circulaire ». Deux cas particuliers sont également traités : la gestion des déchets portuaires, marins et subaquatiques (orientation 16), et la gestion des déchets issus de situations exceptionnelles (orientation 17).

Les 21 orientations sont les suivantes :

| Orientations PRPGD DU 12 DECEMBRE 2019 / REGION HAUTS-DE-FRANCE | Mesures déchèterie / SIAVED |
|---|--|
| <p>Orientation n°1 Renforcer l'exemplarité des acteurs publics en matière de prévention et tri</p> | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> <p>Actions engagées par le SIAVED :</p> <p>Labellisé « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » en 2016, suite à l'appel à projets lancé par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie et porté par l'ADEME, le SIAVED est engagé dans une démarche ambitieuse de prévention, de réduction, de réutilisation et de recyclage des déchets.</p> |
| <p>Orientation n°2 Contribuer à la transformation des modes de consommation des citoyens et acteurs économiques assimilés</p> | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> <p>Actions engagées par le SIAVED :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Animer des stands d'information, organiser des ventes de composteurs ou encore mettre en place des sites de compostage autonomes et collectifs. ➤ Accompagner des classes de CM1 et CM2 sur : Le compostage, Le gaspillage alimentaire, ➤ L'éco-consommation. ➤ Informer sur les relations entre environnement et santé et sensibiliser sur les toxiques du quotidien |
| <p>Orientation n°3 Contribuer à la transformation des modes de production et de consommation des acteurs économiques – hors biodéchets et BTP</p> | <p>Sans objet pour la déchèterie / SIAVED</p> |
| <p>Orientation n°4 Déployer le tri à la source des biodéchets des activités économiques</p> | <p>Sans objet pour la déchèterie</p> <p>Actions engagées par le SIAVED :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Animer des stands d'information, organiser des ventes de composteurs ou encore mettre en place des sites de compostage autonomes et collectifs. ➤ Accompagner des classes de CM1 et CM2 sur : Le compostage, Le gaspillage alimentaire, ➤ Accompagner des écoles pour réduire d'au moins 30% le gaspillage alimentaire ➤ Accompagner des établissements tels que les EHPAD, les ESAT, ... dans la réduction du gaspillage alimentaire. |

| Orientations PRPGD DU 12 DECEMBRE 2019 / REGION HAUTS-DE-FRANCE | Mesures déchèterie / SIAVED |
|---|--|
| Orientation n°5 Contribuer à l'évolution des modes de production et de consommation du BTP | Sans objet pour la déchèterie / SIAVED |
| Orientation n°6 Améliorer la collecte et le tri des déchets ménagers et assimilés | Vocation même de la déchèterie avec la collecte de divers types de déchets, mise en place de zones de réemploi |
| Orientation n°7 Augmenter la collecte et la valorisation des biodéchets | Déchets verts acceptés en déchèterie. Ils sont ensuite expédiés sur des plateformes de compostage locales : Suez-RV à Louches, Terralys à Naves, Hainaut Recyclage à Denain ou TVD à Fresnes-sur-Escaut. Le gazon. Les branchages et les tailles de haies sont transformés sur ces sites en compost, qui sert d'amendement organique à l'agriculture, conformément aux normes NFU44-051. |
| Orientation n°8 Améliorer la collecte et le tri des déchets d'activités économiques et du BTP | Sans objet pour la déchèterie / SIAVED |
| Orientation n°9 Améliorer la collecte et le traitement des déchets dangereux (incluant les déchets d'activités de soin à risques infectieux et l'amiante), des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et des Véhicules Hors d'Usage (VHU) | La déchèterie accepte les déchets dangereux. Afin d'améliorer la collecte, les locaux viennent d'être refaits à neuf. Le SIAVED procède à la collecte d'amiante (liée) en porte à porte, ce qui limite les dépôts sauvages. Le SIAVED est propriétaire d'un Centre de valorisation Energétique (CVE) qui permet la valorisation des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI). Ce centre produit de la vapeur d'eau injectée dans le réseau de chauffage urbain. |
| Orientation n°10 Développer la valorisation matière | Tri sélectif réalisé en déchèterie : une benne= un type de déchet. Chaque déchet et ensuite orienté dans une filière spécifique. |
| Orientation n°11 Développer la valorisation énergétique des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière | Sans objet pour la déchèterie Le SIAVED est propriétaire d'un Centre de valorisation Energétique (CVE) qui permet la valorisation des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI). Ce centre produit de la vapeur d'eau injectée dans le réseau de chauffage urbain. |
| Orientation n°12 Renforcer les performances des centres de | Sans objet pour la déchèterie |

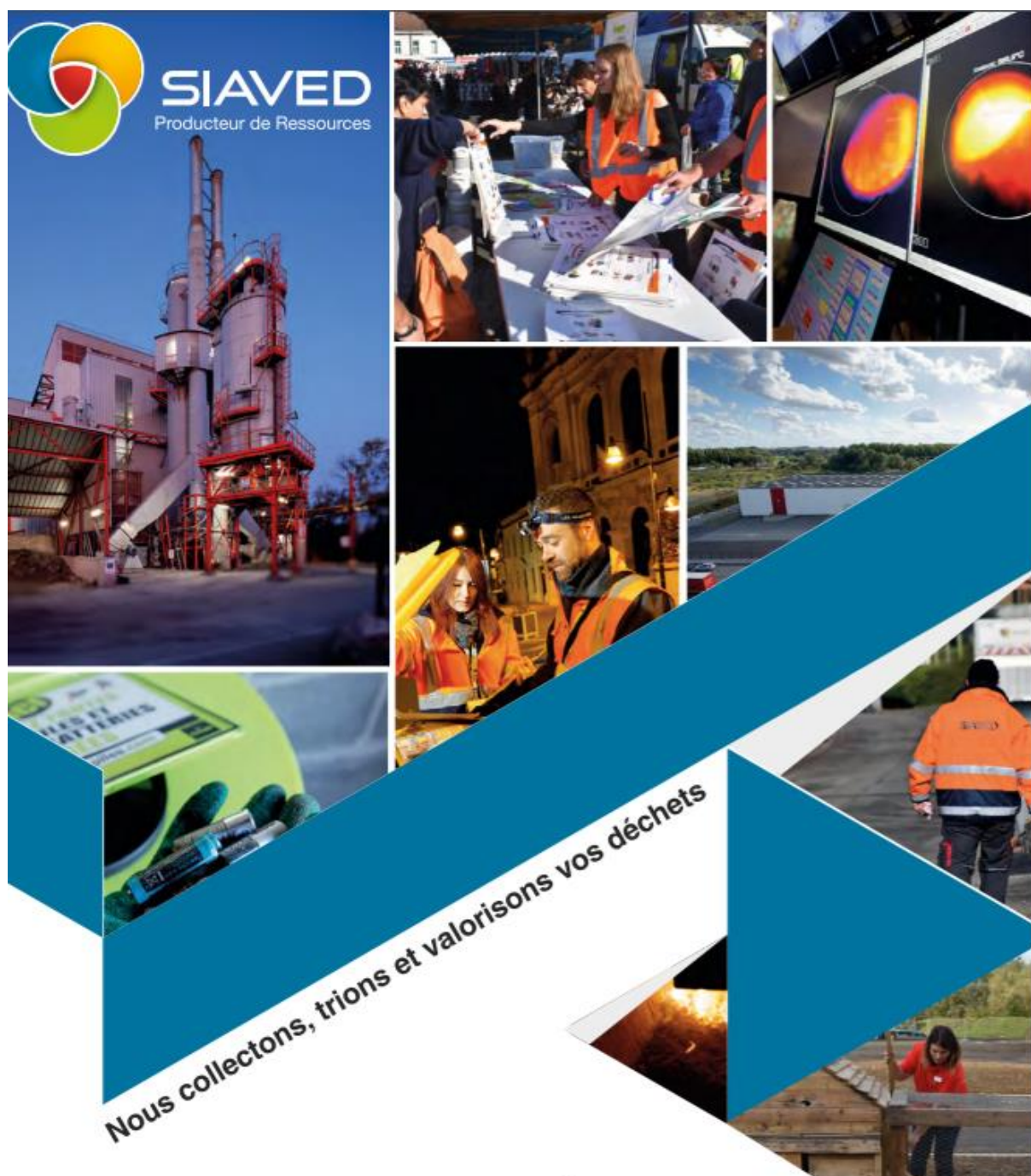
| Orientations PRPGD DU 12 DECEMBRE 2019 / REGION HAUTS-DE-FRANCE | Mesures déchèterie / SIAVED |
|--|---|
| valorisation énergétique et rationaliser les investissements | Le CVE (Centre de Valorisation Énergétique) a été érigé en 1977 à Douchy-les-Mines sur le site d'une ancienne décharge. Cette usine, propriété du SIAVED, a été radicalement modernisée au fil du temps, notamment en 2004. (73,3 % de performance énergétique en 2019) En 2019, l'incinération de 97134,68 tonnes de déchets a généré 277 298 tonnes de vapeur. |
| Orientation n°13 Adapter les installations de stockage des déchets non dangereux à la réduction des gisements | Par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter pris le 9 août 2019, la capacité administrative annuelle de traitement du CVE est passée à 120 000 tonnes. Cette augmentation répond aux orientations du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPDG) qui vise à réduire l'enfouissement des déchets et à la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte. Ce nouvel arrêté préfectoral est plus exigeant que le précédent (2004) au niveau des limites maximales de rejets dans l'atmosphère. |
| Orientation n°14 Limiter la part des déchets inertes destinés aux Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) en fonction des besoins et en limiter les impacts | Sans objet pour la déchèterie / SIAVED |
| Orientation n°15 Développer le recours aux modes de transport durable | Sans objet pour la déchèterie / SIAVED |
| Orientation n°16 Réduire les déchets dans les milieux aquatiques, littoraux et marins | Sans objet pour la déchèterie / SIAVED |
| Orientation n°17 Gérer les déchets issus de situations exceptionnelles | Sans objet pour la déchèterie / SIAVED |
| Orientation n°18 Lutter de manière coordonnée contre les dépôts sauvages | Vocation même de la déchèterie avec la collecte de divers types de déchets afin d'éviter les dépôts sauvages. |
| Orientation n°19 Assurer la gouvernance et le suivi du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) | Engagement du SIAVED pour un territoire « Territoire Zéro Déchet, Zéro Gaspillage » en adéquation avec le PRPGD. |
| Orientation n°20 Mettre en place un observatoire régional des déchets - ressources | Le SIAVED réalise annuellement son rapport d'activité qui permet à la fois de suivre l'évolution des déchets, notamment les flux mais aussi de porter cette information au public. |
| Orientation n°21 Développer des actions transversales | Sans objet pour la déchèterie |

| Orientations PRPGD DU 12 DECEMBRE 2019 / REGION HAUTS-DE-FRANCE | Mesures déchèterie / SIAVED |
|---|---|
| | Labellisé « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » en 2016, suite à l'appel à projets lancé par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie et porté par l'ADEME, le SIAVED est engagé dans une démarche ambitieuse de prévention, de réduction, de réutilisation et de recyclage des déchets. |

On constate que la déchèterie du SIAVED constitue un maillon indispensable dans la gestion des déchets selon les conditions fixées par la réglementation.

Le SIAVED est quant à lui engagé dans une démarche ambitieuse de prévention, de réduction, de réutilisation et de recyclage des déchets, labellisé « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage »





5. COMPATIBILITE AVEC LES PROGRAMMES D' ACTIONS NATIONAUX POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE

Sans objet pour la déchèterie

6. LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE PREVU A L'ARTICLE L. 222-4 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) a été approuvé par les Préfets du département du Nord et du département du Pas-de-Calais le 27 mars 2014. C'est un plan d'action destiné à réduire les polluants atmosphériques émis au niveau régional afin de contribuer à la restauration de la qualité de l'air et à la santé des populations. Le Plan comprend des actions dont la mise en œuvre nécessite l'implication de tous les acteurs de la qualité de l'air. Chacun est contributeur de la dégradation de la qualité de l'air et acteur de son amélioration.

Le plan d'actions du PPA s'articule autour de 14 mesures réglementaires et de 8 mesures d'accompagnement. Elles couvrent 9 grands domaines d'action en faveur du rétablissement d'une qualité de l'air extérieure satisfaisante :

| Domaines d'action du PPA du Nord-pas-de-Calais | Mesures déchèterie / SIAVED |
|--|--|
| le chauffage au bois, les chaudières, les chaufferies collectives et les installations industrielles : interdiction d'installer des équipements de chauffage au bois non performants, limitation des émissions, information des professionnels du contrôle des chaudières et sensibilisation des particuliers (chauffage au bois) | Le seul local chauffé est le local gardien au moyen d'installations électriques |
| le brûlage des déchets verts et de chantier à l'air libre : rappel de l'interdiction | Le brûlage de déchets (de tout type est interdit dans le déchèterie). Une consigne existe. |
| la mobilité et le transport : plans de déplacement rendus obligatoires pour les établissements les plus importants (entreprises, administration, établissements scolaires), covoiturage, réduction de la vitesse, flottes de véhicules, modes de déplacements moins polluants, plans de déplacement urbain, charte « CO2, les transporteurs s'engagent » | Seuls 2 ou 3 employés SIAVED sont présents en déchèterie. |
| l'aménagement du territoire : prise en compte de la qualité de l'air dans les documents de planification (SCoT, PLU, PDU, PLUi) et les études d'impacts liés aux projets d'aménagement | Sans objet |
| l'usage de produits phytosanitaires : dispositif écophyto, sensibilisation et formation | Désherbage sans utilisation de produit phytosanitaire. |
| le réglage des engins de travail du sol (engins agricoles, engins forestiers, engins utilisés pour les espaces verts et la voirie) : passage sur banc d'essai moteur | Utilisation très limitée de petits engins pour l'entretien des espaces verts. |
| les émissions industrielles : limitation des émissions, amélioration des connaissances et de la surveillance | La déchèterie n'est source d'aucun rejet atmosphérique (pas de process avec rejets canalisés). Les émissions atmosphériques sont limitées aux véhicules des usagers et camions de chargement de déchets. (ces véhicules sont |

| Domaines d'action du PPA du Nord-pas-de-Calais | Mesures déchèterie / SIAVED |
|---|--|
| | à l'arrêt lors des chargements / déchargements de déchets). Ces véhicules sont autorisés à circuler sur le domaine public et sont soumis aux contrôles techniques avec mesures des polluants. |
| les épisodes de pollution : mise en œuvre de la procédure interpréfectorale d'information d'alerte de la population | Sans objet |
| la sensibilisation du grand public sur le long terme | Sans objet |

La déchèterie est peu concernée par le PPA mais respecte les domaines d'actions.